

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 28/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC MALO

1004 rue Roussanne
84100 Orange

Références :D-00815-2024/LRAR N°1A 214 145 3371 7
Code AIOT : 0006400407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement CHIMIREC MALO implanté COUDOULET ZA OUEST 84100 ORANGE. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC MALO
- COUDOULET ZA OUEST 84100 ORANGE
- Code AIOT : 0006400407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société CHIMIREC MALO a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 modifié par l'arrêté préfectoral du 18 février 2013 à exploiter sur le territoire de la commune d'Orange un établissement spécialisé dans le traitement de :

- déchets verts par compostage, afin de produire un compost normé NF 44-051 ;

- boues de station d'épuration par compostage avec aération forcée, afin de produire un compost normé NF 44-095 ;
- liquides biodégradables (matières de vidange, graisses, boues et rebuts alimentaires liquides) par décantation et bio-gestion dans deux lagunes de 5 400 m³.

Cette activité a cessé en 2018 et elle a fait l'objet d'une cessation d'activité accompagnée d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines durant 4 années.

A cet effet, un rapport nommé « Bilan quadriennal du suivi de la qualité des eaux souterraines », référencé CV_SE0001026 / SE3700143 / 1058217-01 a été réalisé par GINGER BURGEAP en date du 06 novembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État de conservation des recouvrements	Arrêté Préfectoral du 21/08/2020, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Ouvrages hydrauliques - piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, articles 10 et 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Connaissance de l'AMPG rubrique 1532 pour site à D	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L512-10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CHIMIREC MALO qui appartient au Groupe CHIMIREC exploitait sur son site « Le Coudoulet » à Orange (84100) un site de compostage des déchets verts et de boues de station d'épuration relevant du régime de l'autorisation (rubrique 2780). Ce site a cessé son activité à compter du 26/09/2018 et dans le cadre de la cessation d'activités, l'exploitant a assuré une surveillance quadriennale des eaux souterraines au droit de son site afin de :

- s'assurer de l'absence de transfert des hydrocarbures détectés dans les sols vers les eaux souterraines ;
- suivre l'évolution de l'impact relevé en nitrates et AOX et de voir l'influence potentielle de l'arrêt de l'activité sur la qualité des eaux souterraines.

Le bilan des mesures réalisées semestriellement durant 4 années a été transmis par courrier du 06 décembre 2023 (reçu le 22 décembre 2023) et via FRANCE TRANSFERT le 08 janvier 2024.

L'objectif de cette visite d'inspection est de connaître le site, d'échanger sur les résultats du bilan quadriennal et sur le porter à connaissance transmis le 02 août 2024 dans le cadre d'une déclaration d'activité d'une plateforme de stockage de bois B relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 1532-2-b (preuve de dépôt n°A-4-6JAAH3ODO6 du 02/01/2024).

Les conclusions de cette visite sont :

- Concernant la nouvelle activité à déclaration de stockage de bois, l'exploitant a plusieurs actions à réaliser.
- Concernant l'analyse du bilan quadriennal du suivi de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant doit :

- apporter des justificatifs,
- compléter son bilan par une étude hydrogéologique. Cette étude qui permettra de comprendre le fonctionnement hydraulique des 2 nappes phréatiques. Elle fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire,
- compléter le suivi de la qualité des eaux souterraines par une analyse des composés chimiques suivants : COHV, HAP, ETM (Éléments Traces Métalliques) avec une attention particulière au Chrome.
- poursuivre le suivi du paramètre « nitrate » dont les concentrations sont non conformes sur certains piézomètres et dont l'origine est difficile à déterminer en l'absence d'une étude hydrogéologique plus approfondie.

Ces deux derniers points de surveillance font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État de conservation des recouvrements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dalles béton et enrobés
Prescription contrôlée : Les recouvrements (dalles béton et enrobés) localisés sur le plan au présent arrêté (annexe 1) doivent être maintenus en place et entretenus afin d'assurer durablement le confinement de la pollution.
Constats : L'inspection a permis de déceler des « trous » sur la voirie ainsi que des fissures. L'exploitant doit remédier à cet état non conforme au maintien durable du recouvrement. A minima, l'exploitant doit « supprimer les trous » et justifier que les fissures apparentes ne remettent pas en cause l'imperméabilité de la zone. Si tel n'est pas le cas, la réfection de cette zone sera à réaliser sous 3 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la réfection de la voirie qui présente des trous et des fissures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal du suivi de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : A l'issue de la période de surveillance et au plus tard dans le délai de trois mois qui suit la fin de la surveillance, l'exploitant établit un rapport de synthèse qu'il transmet à l'inspection des installations classées et au Préfet de Vaucluse. L'exploitant accompagne cette transmission des propositions de suites à donner.
Constats : Dans le cadre de la cessation d'activités du site de compostage, l'exploitant a assuré durant 4 années le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son site (mesures réalisées semestriellement sur 7 piézomètres). Cette surveillance a fait l'objet d'un rapport nommé « Bilan

quadriennal du suivi de la qualité des eaux souterraines » référencé CV_SE0001026 / SE3700143 / 1058217-01 et daté du 06/11/2023. Par courrier le 06 décembre 2023 (reçu le 22 décembre 2023), l'exploitant a transmis ce bilan réalisé par GINGER BURGEAP.

L'objectif de cette surveillance est de :

- s'assurer de l'absence de transfert des hydrocarbures détectés dans les sols vers les eaux souterraines ;
- suivre l'évolution de l'impact relevé en nitrates et AOX (Halogène Organique Adsorbable) et de voir l'influence potentielle de l'arrêt de l'activité sur la qualité des eaux souterraines.

Dans le bilan susmentionné, le bureau d'étude conclue en page 34 par la recommandation suivante : **« Compte tenu de ces données, GINGER BURGEAP recommande l'arrêt du suivi des eaux souterraines. Cependant, en accord avec le plan de gestion sur les sols référencé CESISE182403 / RESISE08859-02, GINGER BURGEAP recommande le maintien du recouvrement des sols tant qu'aucun changement d'usage n'est prévu. ».**

Pré-inspection, l'analyse du rapport de suivi des eaux souterraines a soulevé quelques interrogations telles que :

- le sens d'écoulement de la nappe superficielle qui varie avec un sens d'écoulement qui serait Nord-Ouest en décembre 2020 et Sud-Ouest en juillet 2023 (cf figure 12 et 13 du rapport susmentionné),
- les concentrations en nitrates qui sont pour quelques forages au-dessus des valeurs seuils comme expliqué ci-après,
- des données manquantes sur le graphique de la figure 17 du rapport qui montre l'évolution des concentrations en nitrates.

Pré-inspection, l'analyse du rapport de suivi des eaux souterraines a permis de constater que :

- les concentrations en hydrocarbures totaux analysées entre août 2019 et juillet 2023 sont comprises entre 0,1 et 0,3 mg/L soit inférieures à la valeur seuil de 1 mg/L (référence :annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié par l'arrêté du 4 août 2017 et par l'arrêté du 30/12/2022 relative aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine),
- les concentrations en AOX analysées entre août 2019 et juillet 2019 sont comprises entre 0,02 et 0,52 mg/L soit inférieures à la valeur seuil de 1 mg/L (référence :annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié par l'arrêté du 4 août 2017 et par l'arrêté du 30/12/2022 relative aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine).

Par contre, les concentrations en nitrates analysées entre août 2019 et juillet 2023 fluctuent fortement dans le temps sur l'ensemble des ouvrages piézométrique avec pour certains ouvrages des concentrations dépassant la valeur seuil de 100 mg/L (référence : annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié par l'arrêté du 4 août 2017 et par l'arrêté du 30/12/2022 relative aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine) :

- en décembre 2021 et 2022 pour PzA (nappe superficielle) avec 120 mg NO₃/L ;
- en juin et décembre 2022 pour F7 (nappe profonde) avec respectivement 110 et 130 mg NO₃/L.

« Le forage F1 (nappe profonde) présente lui une concentration moyenne en nitrates proche de la valeur seuil pour les eaux brutes avec des dépassements répétés en juin 2020, juin 2021 et décembre 2022 (max à 110 mg NO₃/L).

A l'exception du forage F1 et du piézomètre PzB (nappe superficielle) qui présentent des concentrations relativement stables depuis juin 2020, les autres ouvrages montrent une tendance à l'augmentation de la concentration en nitrates dans les eaux depuis la cessation d'activité ».

L'extrait ci-dessus est issu de la page 31 du bilan susmentionné :

Le

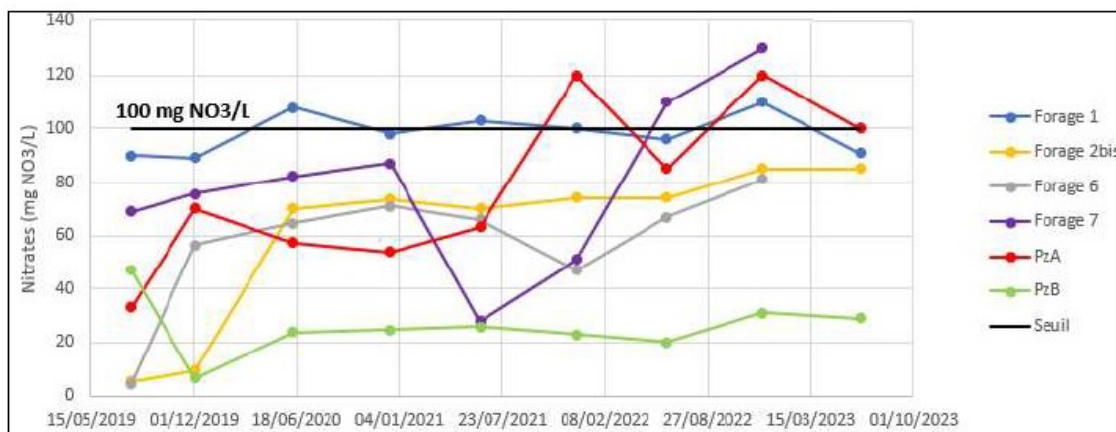


Figure 17 : Evolution des concentrations en nitrates

bureau d'étude explique ces concentrations en nitrates supérieures à la valeur seuil comme suit : « [...] ces augmentations peuvent être dues à une source externe, potentiellement la présence de champs agricoles (vignes) à l'amont ou liées aux fluctuations saisonnières de la nappe. » (p. 31 du rapport susmentionné).

Pendant l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer certains éléments du rapport dont le sens d'écoulement de la nappe superficielle. Ce sens d'écoulement est primordial pour bien déterminer l'amont de l'aval. Par ailleurs, l'inspection a fait remarquer à l'exploitant qu'il manquait les valeurs en concentrations nitrates de juin 2023 pour les forages 6 et 7. L'exploitant a donc montré en séance les rapports CERECO où les concentrations en nitrates des 2 forages cités précédemment, sont les suivantes :

- rapport n°B23/R60921/0113 (prélèvement du 19/06/2023) : 81 mg/l de nitrates pour le forage F6,
- rapport n°B23/R60921/0114 (prélèvement du 19/06/2023) : 130 mg/l de nitrates pour le forage F7 ;

La valeur du forage F7 est non conforme et est encore en augmentation par rapport aux mesures précédentes.

L'exploitant n'est pas en mesure également d'expliquer ces valeurs non conformes en nitrates, si ce n'est la présence des vignes autour du site.

L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devra à minima continuer le suivi des nitrates.

Post-inspection, l'ARS a été interrogée, par courriel de l'inspection en date du 08/08/2024, sur les concentrations en nitrates mesurées dans le secteur autour du site (captages privés dans le secteur du Coudoulet). La réponse apportée par l'ARS souligne notamment la nécessité de disposer d'une étude plus poussée sur le fonctionnement de la nappe.

Aussi, notre service propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour la réalisation d'une étude hydrogéologique et pour la poursuite de la surveillance des concentrations en nitrates des eaux souterraines. De plus, au regard des activités passées du site (traitement de déchets dangereux) et conformément au point 3.5 du guide « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » Version 3 de décembre 2022 réalisé par le BRGM, INERIS et MTE, le projet d'arrêté préfectoral comprendra une prescription portant sur la réalisation d'une campagne de mesures des eaux souterraines sur les composées chimiques suivants : COHV, HAP et ETM (Éléments Traces Métalliques) avec une attention particulière sur le chrome.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • fournir l'ensemble des relevés des côtes piézométriques sur tous les ouvrages, depuis sa période d'exploitation (autosurveillance) jusqu'à maintenant ; • poursuivre le suivi de la concentration en nitrates des eaux souterraines et l'analyse de ce paramètre se fera en fonction du sens d'écoulement des 2 nappes ; • adapter la fréquence d'échantillonnage au contexte hydrogéologique, aux polluants recherchés ainsi qu'aux enjeux. Cette fréquence se détermine conformément au point 3.6 du guide susvisé ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Ouvrages hydrauliques - piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, articles 10 et 11
Thème(s) : Risques chroniques, piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 10</p> <p>Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués ...) ; - les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ; <p>[...]</p> <p>Article 11</p> <p>Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.</p> <p>Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages ...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.</p> <p>Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du CDH, prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence.</p>

Constats : L'exploitant n'a pas transmis les coupes prescrites par l'arrêté ministériel du 11/09/2003 pour les piézomètres présents sur son site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> • transmettre les coupes géologiques des piézomètres, • transmettre les coupes techniques des piézomètres servant à la surveillance des eaux souterraines, • fournir la date du dernier contrôle de ces piézomètres, • fournir le programme d'entretien des piézomètres sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Connaissance de l'AMPG rubrique 1532 pour site à D

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L512-10	
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation à déclaration	
Prescription contrôlée : Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté, après consultation des ministres intéressés et du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques, les prescriptions générales applicables à certaines catégories d'installations soumises à déclaration. Ces arrêtés s'imposent de plein droit aux installations nouvelles. [...]	
Constats : <u>1) Premier contrôle : volume des stocks de bois présents</u> La première étape de la visite d'inspection a été de contrôler le respect du seuil de la déclaration (stock de bois inférieur ou égal à 20 000 m ³). En effet, la rubrique 1532 impose les seuils suivants : « Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :	
1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³	(A-1)
2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 , le volume susceptible d'être stocké étant :	(E)
a) Supérieur à 20 000 m ³	
b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	(D) »
Le stockage maximal sur le site se fait de la manière suivante :	

- Les 8 petites alvéoles d'une surface unitaire identique de 250 m² et qui contiendront chacune 750 m³ de plaquettes soit 6 000 m³ au total ;
- Les 4 grandes alvéoles d'une surface unitaire identique de 500 m² et qui contiendront chacune 1 500 m³ de plaquettes soit 6 000 m³ au total ;
- La zone de stockage d'une surface de 4 000 m² et qui contiendra au maximum 8 000 m³ de plaquettes.

***NB :** l'exploitant s'engage donc par déduction à ne pas dépasser 3 m de hauteur dans les alvéoles et 2 m de hauteur dans la zone de stockage*

Les alvéoles étaient déjà en place lors de l'activité antérieure du site.

Sur le terrain, il a été constaté que :

- les petites et grandes alvéoles sont toutes remplies de tas de « plaquettes de bois »,
- les tas de bois présents dans les petites et grandes alvéoles ne dépassent pas en hauteur les murs cloisonnant les alvéoles. L'exploitant indique que la hauteur des murs est de 3 mètres. Sans outil de mesure pour déterminer la hauteur, l'inspection demande à l'exploitant de justifier cette hauteur,
- les tas ne remplissent pas totalement les alvéoles,
- un marquage du niveau maximum à ne pas dépasser dans chaque alvéole est absent. L'exploitant s'est engagé à le faire.
- sur la zone de stockage, il y a 4 tas de plaquettes de bois espacés de plus de 10 mètres (mesures faites au pas pour les trois stocks côte à côte. Le 4^{ème} tas est au moins éloigné de 50 m des 3 stocks susmentionnés). Un stock a été mesuré en longueur et largeur au pas avec respectivement 30 m et 12 m, soit un volume d'environ 1 080 m³ (les tas mesureraient moins de 3 m à « vue d'œil »). Les autres tas stockés paraissent moins haut. Toutefois si on extrapole à l'identique, on obtient un volume de plaquettes de bois sur la zone de stockage d'environ 4 320 m³ (4 × 1080).

Étant donné, au vu des éléments mentionnés dans le dossier de déclaration et dans le porter à connaissance, que les petites alvéoles ont une surface de 500 m², que les grandes alvéoles ont une surface de 250 m² et qu'en partant sur environ 3 mètres de haut estimé, le volume serait d'environ 12 000 m³. Toutefois, le volume dans les alvéoles devrait être moindre puisque les tas de bois ne remplissent pas uniformément une alvéole rectangulaire de manière uniforme.

En rajoutant le volume de bois stocké dans la zone de stockage, on obtient un total de 16 320 m³, soit en deçà du seuil de déclaration pour la rubrique 1532.

Par ailleurs, post-inspection, une mesure des surfaces a pu être réalisée via :

- l'outil Géoportail à disposition sur internet avec :
 - environ 2 900 m² pour la surface totale des alvéoles, soit 8 700 m³ de volume (référence : 3 m de haut),
 - environ 4 000 m² pour la surface totale de la zone de stockage, soit 8 000 m³ de volume (référence : 2 m de haut).

Le volume total disponible de stockage serait donc estimé cartographiquement à 16 700 m³

- le plan de masse transmis dans le dossier de déclaration avec :
 - pour chaque grande alvéole une surface de 342 m²,
 - pour chaque petite alvéole une surface de 149,63 m²,
 - pour la zone de stockage environ 3 800 m².

Le volume total disponible de stockage serait donc estimé à 15 300 m³ en partant sur 3 mètres de hauteur dans les alvéoles et 2 m de hauteur dans la zone de stockage.

Au vu des mesures précédentes réalisées post-inspection et du constat sur le terrain, il convient de préciser que même si l'inspection n'a pas pu mesurer exactement la surface des alvéoles,

l'exploitant semble respecter le seuil de la déclaration au titre de la rubrique 1532 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Toutefois, étant donné l'absence de moyens de contrôle visuel sur le terrain du respect de ce seuil (ex : absence de marquage de niveau haut sur les murs des alvéoles, absence de marquage au sol et de niveau haut sur la zone de stockage), l'exploitant doit **justifier du respect du seuil de la déclaration au titre de la rubrique 1532 et il doit prévoir une méthode de vérification visuelle du volume maximum à ne pas dépasser dans la zone de stockage et dans les alvéoles.**

2) Deuxième contrôle : risque incendie

La deuxième étape de la visite d'inspection a été de contrôler le niveau de garantie du site en cas d'incendie avec le respect des articles 2.4.3. b), 4.2. b) et 4.3. de l'annexe I de l'AMPG du 05/12/2016.

- article 2.4.3. b) - Dispositions particulières applicables pour la rubrique 1532 : « [...] Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. Le stockage doit être à au moins 6 mètres des limites de l'établissement, de manière à permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie. »

La hauteur de stockage est à préciser par l'exploitant dans le point de contrôle précédent. La distance mesurée sur le plan de masse entre la limite du site et les alvéoles ainsi que la zone de stockage indique au moins 12 mètres. Cette mesure n'a pas pu être effective sur le terrain en raison d'une forte pente discontinue. La distance appréciée est bien supérieure à 6 mètres. Toutefois, en l'absence de mesure exacte, l'exploitant doit justifier du respect de la distance minimale entre les limites du site et les zones de stockage.

- article 4.2. b) - Moyens de lutte contre l'incendie : « [...] chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. »

L'exploitant dispose d'une réserve incendie sous forme d'un bassin de 2 400 m³ (bassin présent historiquement pour l'activité précédente avec dans son arrêté préfectoral initial du 07/05/1993 un bassin du volume annoncé, soit 2 400 m³). Sur le terrain, la réserve incendie est bien remplie d'eau mais pas en totalité. En l'absence d'un système de mesure de la profondeur et d'un repère de niveau minimum à respecter pour l'obtention des 120 m³ requis, l'inspection n'a pas pu contrôler le volume présent.

Il est à noter que post-inspection, une mesure de la surface dudit bassin a pu être réalisée via l'outil Géoportail à disposition sur internet avec environ 700 m².

Par ailleurs, l'exploitant a également mis en place des poteaux incendie internes (au nombre de 3) pour sa défense incendie. Il est en attente de la livraison d'une pompe d'un débit minimum de 200 m³/h. L'exploitant transmettra les éléments permettant de confirmer ce point. Il a également signalé à l'inspection qu'il a demandé au référent ICPE du SDIS de venir sur site pour des préconisations et qu'il n'a pas obtenu de réponse favorable.

- Article 4.3. - Localisation des risques : « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie,

atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement. »

L'exploitant ne dispose pas d'un plan de l'installation indiquant les différentes zones de danger, ni d'une signalisation des risques dans les zones de danger. En effet, l'exploitant a indiqué qu'il allait rédiger un plan de défense incendie.

3) Troisième contrôle : contrôle périodique

La troisième étape de la visite d'inspection a été de contrôler le respect de l'article 1.8. « *Contrôle périodique* » de l'annexe I de l'AMPG du 05/12/2016. En effet, l'exploitant doit réaliser un contrôle périodique de son installation. L'article R512-58 du code de l'environnement stipule que : « [...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. [...] » L'exploitant n'avait pas connaissance de ces articles susmentionnés. Aussi, il s'est engagé à réaliser un contrôle périodique sous 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier du respect du seuil de la déclaration au titre de la rubrique 1532 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- prévoir une méthode de vérification visuelle du volume maximum à ne pas dépasser dans la zone de stockage et dans les alvéoles,
- justifier du respect de la distance minimale entre les limites du site et les zones de stockage du bois,
- démontrer que son bassin de 2 400 m³ dédié à l'incendie dispose en permanence d'un volume minimum d'eau de 120 m³,
- transmettre les éléments permettant de justification de la fonctionnalité des poteaux incendies implantés pour l'activité ICPE à déclaration,
- transmettre un plan de défense incendie lié à la nouvelle activité du site,
- transmettre les justificatifs de son engagement à réaliser un contrôle périodique (ex : devis et bon de commande).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois